
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59027

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

RUDI VAN DOORSLAER

UNE HISTOIRE SANS CESSÉ RENOUVELÉE: TENDANCES RÉCENTES DE L'HISTORIOGRAPHIE DE LA GUERRE EN BELGIQUE

Une scientificité accrue

A première vue, la production scientifique récente relative à la Seconde Guerre mondiale en Belgique a, elle aussi, été frappée du sceau du post-modernisme. Les thèmes abordés sont très divers et il est difficile d'en déceler les grandes orientations. Une tendance s'impose néanmoins clairement: la scientificité accrue de l'historiographie de la guerre. L'histoire de la période 1940-1945 n'apparaît plus de manière isolée et, dans maintes études, la guerre reste certes une période importante mais n'est plus traitée de manière exclusive. Pour bien comprendre cette scientificité, il est indispensable de faire un bref retour en arrière vers les pionniers de l'historiographie de la guerre.

La parution, en 1971, de *L'an 40. La Belgique occupée*¹ de Jules-Gérard Libois et de José Gotovitch a constitué une étape dans la production historiographique relative à la guerre en Belgique. Les auteurs tiraient la guerre de l'étroite camisole des années 1940-1945 et la situaient dans le contexte social global de l'histoire contemporaine. Ma conviction que la scientificité accrue est la tendance majeure de l'historiographie est déterminée par les caractéristiques suivantes, essentielles à mes yeux: la guerre n'est plus isolée du reste de l'histoire contemporaine et le questionnement ne se limite plus exclusivement aux mouvements politiques conjoncturels du moment: la résistance et la collaboration.

Quelle que soit l'ampleur de leurs mérites, la situation demeurait quelque peu différente pour ces pionniers de l'historiographie relative à la guerre. Ils restaient fortement influencés par la problématique éthique et idéologique du «bien contre le mal» et par les seules archives alors accessibles. Je pense ici à la Justice militaire, à l'Administration des Victimes de Guerre et aux archives allemandes. Ces centres et sources archivistiques s'en réfèrent tous, pour l'essentiel, à la collaboration et à la résistance et, de manière générale, n'approchent ni les autres courants politiques, ni les phénomènes sociaux, économiques et culturels.

A titre d'exemple, je citerai les travaux d'Henri Bernard et d'Albert De Jonghe. Henri Bernard² fut le premier, en 1968, à proposer un aperçu global de la résistance. Il structura son étude autour des diverses formes de résistance (presse clandestine, services de renseignements, réseaux d'évasions, résistance armée, etc.) qui, après la guerre, avaient trouvé une forme concrète dans les divers Statuts de Reconnaissance nationale. Une telle analyse confirmait l'unité mythique de la résistance mais n'offrait aucune vision du développement réel, du contexte, des motivations et des structures de la résistance. Cette méthode ne permettait pas de situer la résistance dans le contexte politique, social et culturel global de la société belge.

De même, dans l'excellent ouvrage d'Albert De Jonghe,³ on retrouve, dans une certaine mesure, cette perspective étroite. L'attitude de Léopold III en 1940 et sa tentative de trouver un compromis quant au maintien, sous sa direction, de la Belgique dans le cadre du Grand

1 Jules-Gérard LIBOIS et José GOTOVITCH, *L'an 40. La Belgique occupée*, Bruxelles (CRISP) 1971.

2 Henri BERNARD, *La résistance belge*, Bruxelles, 1968.

3 Albert DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België*, Antwerpen-Utrecht (De Nederlandse Boekhandel) 1972.

Reich allemand, tentative qui déboucha sur la Question royale, n'était pas, en premier ressort, un conflit d'ordre personnel ou constitutionnel. Il s'agissait bien plus d'un aspect d'un champ de tensions, permanent et complexe, dont l'enjeu n'est autre que la démocratie libérale et la structure de l'Etat y afférant. Certains groupes sociaux ne pouvaient s'y rallier et, à leurs yeux, Léopold III faisait figure de puissant avocat. Dans cette perspective, les événements de 1936, de 1939, de 1940, de 1944-45 et de 1950 n'ont de sens que s'ils sont intégrés au-delà de la perspective étroite de la Seconde Guerre mondiale et du sort politique promis à la Belgique par Hitler. C'est cette dernière thématique qui sert de fil conducteur au questionnement et à la rédaction de l'ouvrage majeur de De Jonghe.

On peut faire la même observation à propos de la série d'articles (*La lutte Himmler - Raeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles*) particulièrement importants écrits par le même auteur et publiés entre 1974 et 1984 dans les Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale.⁴ L'opposition entre l'administration militaire occupante et la politique interventionniste des SS est l'axe principal de cette étude de plus d'un millier de pages. Certes, cette opposition joua incontestablement un rôle important, après la guerre, dans la stratégie de défense des responsables de l'administration militaire occupante mais elle ne fut pas un élément d'explication essentiel quant à l'influence de l'occupation en Belgique et quant à l'évolution des relations de pouvoir. En comparant les régimes d'occupation en Belgique et dans les pays environnants, il ressort que dans des domaines essentiels (l'économie, le maintien de l'ordre, les otages, la répression, la résistance, la persécution des juifs), l'administration militaire en Belgique a suivi elle aussi les directives de Berlin comme ce fut le cas dans d'autres pays et, vu son moins grand fanatisme politique, a travaillé sans doute de manière plus opportuniste et partant plus efficace. La collaboration s'enracinait dans un contexte belge, en l'occurrence flamand. L'importation d'une opposition importante dans le cadre de l'Allemagne nazie ne peut être considérée, dans le cadre de cette problématique, que comme un facteur d'explication supplétif.

Si *L'an 40* fut un moment clé, ce ne fut pas seulement du fait de la nouveauté de son approche en matière de contenu mais aussi de par le flot de réactions et de publications qu'il suscita. Le silence autour de la Seconde Guerre mondiale était rompu, du moins auprès d'un groupe limité. Dans cette optique, les mérites des séries télévisées (en Flandre d'abord et dans la partie francophone du pays ensuite) sont incontestablement bien plus grands encore. En 1982, une dizaine d'années après la parution de *L'an 40*, la BRTN (télévision de la Communauté flamande) lança une série d'émissions qui s'étalèrent sur près de dix ans. Avec «L'Ordre nouveau», le journaliste Maurice De Wilde rendit la guerre et son cortège de sujets brûlants accessible au grand public. Il est frappant de constater que, dès les années septante, la télévision flamande avait décidé qu'il y aurait deux séries distinctes: l'une sur la collaboration et l'autre sur la résistance, le tout précédé d'un bref programme introductif relatif aux années trente, un programme sur la campagne des dix-huit jours et un programme sur la vie quotidienne durant l'occupation. D'emblée, les émissions de Maurice De Wilde dépassèrent cette division stricte tant sur le plan des thèmes abordés que sur celui de la fourchette chronologique. Si, dans le chef de De Wilde, l'abandon de cette stricte division entre résistance et collaboration et de la limitation à la période 1940-1945 fut sans doute une démarche non-consciente, ce ne fut pas le cas de la série relative à la résistance («Het Verzet») de H. Van de Vijver, R. Van Doorslaer et E. Verhoeyen.⁵ Tous les groupes sociaux y étaient étudiés à partir de leur propre dynamique et de leur continuité propre. Les résistants et les mouvements de résistance n'étaient plus

4 Albert DE JONGHE, *La lutte Himmler-Raeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles* (5 parties), in: Cahiers du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, 1974 (3), 1976 (4), 1978 (5), 1982 (7) et 1984 (8).

5 Voir à ce sujet H. VAN DE VIJVER, RUDI VAN DOORSLAER, ETIENNE VERHOEYEN, *Het Verzet*, deel 2, Kapellen, 1988. België in de Tweede Wereldoorlog, Deel 6.

seulement considérés comme des facteurs de réaction face aux événements de la guerre. L'histoire de ces personnes et de ces courants était désormais resituée dans un contexte temporel plus large. Même si des thèmes spécifiques comme la Question royale, certains aspects de l'univers concentrationnaire, de l'épuration et de la répression (plus encore que de la collaboration) ne sont pas totalement sortis de la sphère émotionnelle, il me semble que cet événement médiatique, qui s'échelonna sur plusieurs années, a fait de la guerre un sujet dont on peut parler.

Aujourd'hui, vingt ans après la parution de *L'an 40*, le changement dans la production scientifique est pour le moins frappant. Lorsque l'on considère les sujets des mémoires de licence, il est possible de tracer une série de nouvelles lignes thématiques dans l'historiographie de la guerre au sein des universités belges. A cet égard, les aperçus de la recherche relative à la Seconde Guerre mondiale dans les universités, présentés en 1990 au cours d'un colloque organisé par le Centre de Recherches et d'Etudes de la Seconde Guerre mondiale se révèlent particulièrement enrichissants.⁶ Tant en matière thématique que méthodologique, d'autres aspects sont traités, débouchant sur la scientificité accrue de l'historiographie dont il a déjà été question. On distingue avant tout un plus grand intérêt pour la perspective économique et sociale dont émergent – abstraction faite de la collaboration et de la résistance – les forces motrices de la société belge.

Outre ces dernières tendances, les travaux scientifiques récents abordent également la question de l'influence de la Seconde Guerre mondiale sur la culture politique et sur les processus à long terme de détention du pouvoir en Belgique. Ainsi, par exemple, le séminaire d'histoire contemporaine de l'Université de Gand a réalisé de manière systématique des études par province sur les processus de changement et de continuité du personnel politique communal, entre l'avant et l'après-guerre. On peut également relever un vif intérêt pour les origines sociales des phénomènes de résistance et de collaboration. La recherche des motivations (conscientes et inconscientes) fait ainsi passer à l'arrière-plan la dimension éthique. La vie quotidienne durant la guerre fait également l'objet d'un intérêt sans cesse croissant; l'histoire culturelle gagne ainsi en importance, un phénomène que l'on retrouve dans l'historiographie de toutes les périodes. A l'Université catholique de Louvain, des travaux de séminaires ont été consacrés, à partir de l'année académique 1984–1985, à l'histoire de la guerre en Brabant wallon. De nombreux aspects de la vie quotidienne ont ainsi été approchés pour la première fois par les chercheurs de l'UCL et leurs étudiants, essentiellement par le biais de l'histoire orale. De même, depuis 1982, aux facultés universitaires Sint-Aloysius (devenues aujourd'hui la Katholieke Universiteit Brussel), des travaux de séminaire s'attachent aux divers aspects de la vie quotidienne durant l'occupation, à la problématique du ravitaillement et à l'opinion publique.

Lorsque l'on examine les publications et thèses de doctorat postérieures à 1990, l'on y retrouve la plupart des caractéristiques qui viennent d'être énoncées. C'est ainsi, par exemple, que l'attention particulière portée aux «forces de pouvoir» dans la société est sans aucun doute présente dans les travaux de l'historien flamand Dirk Luyten. Son étude⁷ sur la signification du corporatisme au cours de la période charnière 1920–1950 fait apparaître les nuances à apporter à l'idée d'une assimilation trop rapide des idées corporatistes avec le fascisme. Par ailleurs émerge l'existence d'un enchevêtrement idéologique entre l'intégrisme catholique d'alors et ce qui était défini comme fascisme et ce par la critique réactionnaire commune à l'encontre des fondements libéraux et bourgeois des nations européennes modernes. Il s'agit là d'une

6 La guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires, Bruxelles, Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, 1990.

7 Dirk LUYTEN, *Het corporatisme in België. Ontwikkeling en transformaties van het corporatisme als ideologisch en politiek sociaal verschijnsel, 1886–1944*, Thèse de doctorat inédite, VUB, 1992. Voir également Dirk LUYTEN, *Het katholieke patronaat en het korporatisme in de jaren dertig en tijdens de bezetting* in: *Cahiers/Bijdragen*, 13. octobre 1990, pp. 91–148.

recherche approfondie, à la charnière du politique et du social, qui entraîne une autre périodisation que celle, classique, de la guerre et qui établit d'autres connexions. Luyten montre par exemple la continuité entre les critiques à l'encontre du régime formulées dès avant la Première Guerre mondiale, les réactions corporatistes des années de crise et le modèle de concertation d'après-guerre.

Dans le prolongement de cette tendance à la scientificité, le collaborateur de la télévision flamande, Etienne Verhoeyen et l'historien américain Werner Warmbrunn ont tenté d'écrire une synthèse sur la Belgique durant la Seconde Guerre mondiale. Le plus complet est sans conteste l'ouvrage d'Etienne Verhoeyen⁸ qui étudie le pouvoir «au sein et sur la Belgique occupée». Pour ce faire, il se base à la fois sur des publications et, pour certains aspects, sur du matériel archivistique. Cette étude a débouché sur une synthèse des plus passionnantes sur les diverses relations entre l'occupant (étant donné les divers courants, ce terme devrait en fait s'écrire au pluriel), les autorités, l'establishment économique et social et la population. Verhoeyen montre bien que le développement de la résistance a également eu des conséquences sur le plan économique, comment la politique du «moindre mal» des autorités belges fut de ce fait mise sous pression et enfin comment la répression exercée par les Allemands a stimulé une polarisation et une hostilité croissantes. Un aspect fondamental fait cependant défaut: la mise en perspective de la période de guerre dans le contexte plus large de l'histoire contemporaine de la Belgique. L'ouvrage d'Etienne Verhoeyen est incomplet: les Belges de Londres, les prisonniers politiques et l'univers concentrationnaire dans son ensemble n'y trouvent aucune place. De même, l'univers culturel n'y est pas abordé. Je ne songe pas ici, ni uniquement, ni même principalement aux arts mais à la culture au sens large, au fait de savoir comment les gens se comportaient vis-à-vis du monde extérieur dans leurs attitudes et leurs habitudes quotidiennes. La Seconde Guerre mondiale a-t-elle eu des répercussions à long terme? Nous ne le savons pas (ou pas encore). En ce domaine, le chemin est encore long et l'histoire locale pourrait apporter une contribution originale.⁹

Warmbrunn propose, pour sa part, une histoire à l'approche plus traditionnelle.¹⁰ Sous sa plume, le pays occupé reste un sujet passif qui subit l'occupation. La politique allemande prime et la problématique ancienne de la portée d'une administration occupante «militaire» plutôt que «civile» constitue le fil conducteur de ses recherches. Warmbrunn délaisse la population et la résistance mais aussi, bien évidemment, les Belges de Londres. Des partenaires essentiels de cet ensemble complexe de l'occupation restent en dehors de son champ d'investigation, qui ne peut dès lors qu'être incomplet.

L'historien d'Oxford Martin Conway a incontestablement suivi de plus près et durant une plus longue période l'historiographie contemporaine de la Belgique. Du fait de sa formation, il a acquis une vision européenne du déroulement de l'entre-deux-guerres et de la guerre; cette vision des événements transparait clairement dans son étude sur Léon Degrelle et la collaboration en Belgique. Dans les conclusions de son ouvrage,¹¹ il énonce une série de considérations particulièrement intéressantes. Ainsi considère-t-il que la collaboration existe, placée dans un contexte plus large, n'est rien de plus qu'une «slight historical footnote». ¹² Les causes de la collaboration – et cela ne vaut pas uniquement pour la Belgique – sont, aux yeux de Conway, plus importantes que leurs conséquences. Outre la profonde crise économique des années

8 Etienne VERHOEYEN, *België bezet. 1940–1944. Een synthese*, Bruxelles (BRTN-Uitgaven) 1993, 456 p.

9 Voir à ce propos Rudi VAN DOORSLAER, *De Tweede Wereldoorlog*, in: J. ART (red.), *Hoe schrijf ik de geschiedenis van mijn gemeente? Deel 1: 19de en 20ste eeuw*, Gent, Centrum voor Geschiedenis van de Universiteit Gent en Stichting Mens en Cultuur, 1993, pp. 301–319.

10 Werner WARMBRUNN, *The German occupation of Belgium, 1940–1944*, New York (Peter Lang) 1993, 365 p.

11 Martin CONWAY, *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rexist Movement (1940–1944)*, New Haven, London (Yale University Press) 1993, 364 p.

12 Ibidem, p. 289.

trente, il épingle principalement l'absence de mise en place d'une structure politique stable pouvant remplacer l'hégémonie de la bourgeoisie francophone du XIX^e siècle. En reliant des éléments politiques et sociaux mais à partir d'un autre angle d'approche, il rejoint la vision à long terme de Luyten. La seule objection que l'on pourrait formuler à cette conclusion, c'est que les conséquences de la collaboration rexiste sont certes négligeables mais qu'en Flandre, ce sont précisément ces conséquences (l'épuration et la répression) qui ont dominé la mise en place de l'image de la guerre.

Enfin, parmi les ouvrages généraux, il convient de mentionner le travail collectif sur la politique belge d'après-guerre paru en 1989 sous la direction d'Els Witte, de Jean-Claude Burgelman et de Patrick Stouthuysen.¹³ Sa conclusion essentielle est que, contrairement à la période qui suivit la Première Guerre mondiale, le courant de renouveau suscité par la guerre ainsi que le réveil démocratique furent rapidement balayés par une restauration de la constellation politique d'avant-guerre. Dans ce cadre, endiguer les extrêmes politiques apparaissait comme la priorité. Une partie de l'extrême droite (cet ouvrage passe trop vite sur le fait qu'au sein de la résistance, il y avait également une aile fasciste, même si elle était nationaliste belge, qui ne fut pas «démantelée») fut mise hors course par la répression de la collaboration. Pour leur part et dans la mesure du possible, les communistes furent isolés, ce qui prit parfaitement place dans la stratégie de la Guerre froide. L'ouvrage se révèle à ce propos quelque peu lacunaire car il ne porte que peu d'intérêt sur la manière dont les Etats-Unis réussirent, durant cette période, à prendre le contrôle de la politique belge. On y recherche en vain le processus global – qui est également d'ordre culturel – d'américanisation. De manière générale d'ailleurs, l'aspect culturel des événements demeure absent, tant durant la guerre qu'après. Il s'agit là d'une lacune dans un ouvrage où l'on traite des phénomènes de continuité et de discontinuité de la société. Enfin, l'évolution des catholiques et du CVP en Flandre dans le sens d'une démocratisation générale (qui, il faut bien l'admettre, fut à nouveau freinée par la Question royale) me semble quelque peu sous-estimée. On touche ici au problème spécifique et encore très peu connu de l'évolution sociale, politique et culturelle des petites et moyennes villes et communes de Flandre où vit la majorité de la population.

Lorsque j'examine l'évolution de *L'an 40 à België bezet, Collaboration in Belgium et Tussen Restauratie en Vernieuwing*, je ne peux que constater qu'en ces vingt années, de notables progrès ont été enregistrés. Dans cette perspective, le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle important à la fois en accumulant et en mettant à disposition du matériel archivistique et documentaire mais aussi, depuis les années 80, en organisant un forum permanent d'échanges scientifiques.

Comment chacun écrit néanmoins sa propre histoire

Un examen attentif fait également apparaître d'autres caractéristiques dans l'étude scientifique de la Seconde Guerre mondiale qui remettent précisément en question cette émancipation scientifique croissante. Il en va ainsi pour la question de la signification de la guerre aux yeux de divers groupes sociaux. Il n'est plus nécessaire de démontrer qu'il existe, en cette matière, des lignes de rupture d'ordre politique, social, national ou religieux et que cette signification de la guerre est en constante évolution. Lorsque j'y songe, il m'apparaît qu'en matière de représentation de la Seconde Guerre mondiale, deux tendances ont effectivement exercé une grande influence sur les pratiques historiographiques en Belgique. La première dépasse les frontières de la Belgique et m'apparaît comme étant d'ordre général et international, la seconde se réfère aux conflits nationaux propres à la Belgique.

Par l'affaiblissement des blocages éthiques, il est apparu, pour des raisons sans doute très

13 Els WITTE, Jean-Claude BURGELMAN, Patrick STOUTHUYSEN (red.), *Tussen restauratie en vernieuwing. Aspecten van de Belgische naoorlogse politiek (1944-1950)*, Bruxelles (VUB-Press) 1989.

diverses, que la vision de la guerre était restée très différenciée. Tout comme l'énonça Herman Balthazar,¹⁴ on peut affirmer que les questions essentielles quant aux causes et quant à la signification de la Seconde Guerre mondiale ont été à nouveau reformulées à partir des années 70. Le consensus général qui existait depuis la fin de la guerre quant à son interprétation, qui avait bien ou mal agi, qui avait gagné ou perdu, qui était bourreau ou victime, semblait s'être rompu. Des glissements s'étaient opérés dans la représentation de la guerre et avaient également influencé l'historiographie.

Il s'agit d'un phénomène international, comme en témoigne l'*Historikerstreit* en Allemagne, dont l'importance fut particulièrement grande et apparaîtra sans doute de manière durable. Certains estiment que les aspects les plus inhumains du nazisme doivent être replacés dans une relation causale avec le bolchevisme, antérieur et tout aussi inhumain. En Allemagne, cette tendance se développa parallèlement à un courant sous-jacent de déculpabilisation collective. Cette tendance constitua au fond un sous-produit idéologique de la réussite économique et politique rapide de l'Allemagne et de la conscience de soi retrouvée. Ces glissements apparurent publiquement de manière plus évidente et plus forte avec la montée de l'extrême droite en Europe durant la seconde moitié des années 80. En réaction à cette évolution, les milieux progressistes et, dans leur foulée, des milieux scientifiques mirent à nouveau en avant d'autres «images» de la guerre. En ces temps de grande instabilité économique, sociale et politico-idéologique, le fait d'écrire sans cesse d'autres histoires de la Seconde Guerre mondiale, un demi-siècle après les faits, reste un élément constitutif important de la lutte politique.

La seconde tendance – ou vive opposition – dans la représentation de la guerre qui émerge en Belgique, est plutôt de nature nationale. En Flandre, c'est la répression de la collaboration – perçue comme anti-flamande – qui domine cette représentation. En Belgique francophone – en Wallonie et à Bruxelles –, c'est le nationalisme belge et, dans une moindre mesure, le combat anti-fasciste et de lutte sociale qui apparaissent comme les tendances majeures de cette représentation. Au-delà des accrochages récurrents sur le plan politique autour de la question de l'amnistie, cette opposition en matière de représentation de la guerre ne déboucha pas véritablement sur des conflits ouverts dans les publications scientifiques. Il n'y a donc certainement pas eu d'*Historikerstreit* à la belge. Dans les médias, cette opposition se traduit bien plus par du désintérêt à l'égard de ce qui se pense et de ce qui s'écrit dans l'autre communauté de l'Etat fédéral. Chaque communauté cultive sa propre image tandis que triomphe par ailleurs l'indifférence. Cette tendance est incontestablement le fruit de l'hermétisme académique et de l'inexistence d'une culture de débats à propos du passé de la Belgique. Le phénomène a sans doute des origines plus profondes: il s'insère dans le processus de distanciation culturelle des Flamands et des Francophones.

Ce qui est intéressant dans le cas de la Belgique, c'est le fait que ces deux tendances, la dimension nationale et la dimension internationale, convergent ou se heurtent de manière originale. Etant donné qu'il s'agit de la même guerre avec souvent des conflits idéologiques comparables, cela n'a rien de vraiment surprenant. Sans faire totalement abstraction de la tendance essentielle – la scientificité accrue – il me semble évident que toutes les études importantes ou manifestations scientifiques relatives à la guerre se rattachent ou tout au moins présentent des points de convergence avec ces évolutions en matière de représentation.

Du côté francophone, il faut signaler la parution de la thèse de doctorat de José Gotovitch¹⁵ sur les communistes et les mouvements de résistance qu'ils influencèrent. Cet ouvrage est

14 Le Centre de la Seconde Guerre mondiale et la recherche scientifique en Belgique: un bilan in: Belgique/België 1940. Une société en crise, un pays en guerre. België, een maatschappij in crisis en oorlog, Actes du colloque organisé à Bruxelles du 22 au 26 octobre 1990, Bruxelles (CREHSGM) 1993.

15 José GOTOVITCH, Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la Résistance en Belgique, Bruxelles (Labor) 1992, 609 p.

passé quasiment inaperçu alors qu'il met en lumière les causes du succès (relatif) du communisme auprès d'une partie de la population en Belgique (et par extension également en Europe occidentale et centrale) durant les années 30 et 40. Cela n'a rien d'étonnant en Flandre où la résistance et certainement la résistance de gauche apparaît fréquemment dans la vision populaire comme l'émanation de la « racaille de la rue » qui, lors des dernières heures précédant la libération, a assouvi ses frustrations sur d'honorables citoyens. La presse francophone ne réagit guère non plus, sans doute parce que l'association « communisme et résistance » se heurtait à l'image exclusivement négative du communisme d'Europe de l'Est, alors en pleine débâcle.

L'important colloque international organisé en novembre 1992 à Bruxelles par la Fondation Auschwitz sur le thème « Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis » connu, par contre, une grande répercussion du côté francophone. L'objectif de ce congrès était de nature politique à un double titre. Il s'agissait d'une part de concilier la dimension éthico-politique des cruautés nazies avec l'histoire (trop objective?) par le biais de la *mémoire* (il peut s'agir ici de la « mémoire collective » ou du « souvenir » bien que « représentation » me semble plus adéquat dans ce cas pour couvrir le sens réel du terme) et d'autre part de concilier la ligne de partage entre un message universel (sous-entendu anti-fasciste) des crimes nazis et la spécificité du judéocide (dont Auschwitz constitue le symbole aux yeux de certains milieux juifs). Il est évident que ce débat historiographique est nourri des événements politiques actuels. La représentation d'Auschwitz – l'« héritage » d'Auschwitz comme le déclare le directeur de la Fondation¹⁶ – est utilisée ici comme arme idéologique dans la lutte contre l'extrême droite. Cette dernière est précisément vulnérable lorsqu'elle est assimilée à ce que l'on appelle le révisionnisme (ou plus correctement le négationnisme, la négation du génocide des populations juives). Ce débat, surtout lorsqu'il est lié à la question de l'unicité du judéocide, est quasi exclusivement un débat francophone. En Belgique, ce que l'on a coutume d'appeler le révisionnisme est essentiellement un produit d'importation français et n'a pas réellement fait l'objet d'un grand intérêt dans les nombreux cercles d'extrême droite en Flandre.

Plus frappant encore est l'intérêt exclusivement francophone porté à quelques figures marquantes de la collaboration, principalement José Streeel¹⁷ et Robert Poulet. La tentative tendant à expliquer leur engagement dans la collaboration à partir de motivations patriotiques, belgicistes (et ainsi les rattacher au nationalisme belge qui constitue un élément dominant de la représentation en Belgique francophone) est tout simplement sans signification aucune en Flandre. La présence d'un objectif politique dans cette démarche me semble incontestable. Qui, en l'occurrence, a intérêt à affaiblir l'aura négative qui colle à la peau de l'extrême droite, précisément du fait de la collaboration?

Du côté flamand, il y a, ces dernières années, des chercheurs qui travaillent sur le thème de la guerre et qui, malgré les grandes qualités de leur travail, n'ont pas obtenu l'attention qu'ils méritent. Je pense ici tout d'abord à Gie Van Den Berghe et à son essai « De uitbuiting van de Holocaust ». ¹⁸ La mise en relation de l'évolution politique générale de l'après-guerre et de l'instrumentalisation ou de la négation du judéocide est particulièrement éclairante pour comprendre la représentation de la guerre qui s'est édiflée après le conflit. Le glissement dans cette représentation, de l'intérêt porté à l'héroïsme de la résistance, à la souffrance des victimes du nazisme et, ultérieurement, de la déportation politique à la déportation « raciale » des juifs, ce glissement fut en partie déterminé par les oppositions idéologiques de la guerre froide. A cet égard, les recherches effectuées par l'historien louvaniste Pieter Lagrou, concernant la signifi-

16 Y. THANASSEKOS, Histoire et mémoire des crimes et génocides nazis. Les héritiers et leurs tâches, RBHC, XXIII, 1992, 3-4, pp. 563-571.

17 J.M. DELAUNOIS, JOSÉ STREEEL. De l'action catholique à la collaboration, Courcelles (Ed. F. Bourtemberg) 1993.

18 GIE VAN DEN BERGHE, De uitbuiting van de Holocaust, Antwerpen (Houtekiet-Hadewych) 1990.

cation des associations d'anciens résistants et déportés constituées après la guerre, sont particulièrement éclairantes.¹⁹ Mais pour lui aussi prévaut la même situation que pour Gie Van Den Berghe: ils se situent en dehors des centres d'intérêt essentiels en matière de représentation de la guerre en Flandre. Leur travail se rattache en fait à la scientificité croissante déjà évoquée mais peut également être considéré comme une expression de l'internationalisation de l'historiographie belge relative à la guerre. Du côté francophone, la Fondation Auschwitz apparaît comme l'instrument le plus puissant de l'introduction de ces «représentations» internationales du conflit.

Quelqu'un qui se rattache effectivement aux centres d'intérêts flamands traditionnels mais qui, grâce à une approche strictement scientifique, se situe résolument hors des sentiers de la mythification, c'est Bruno De Wever, auteur d'une étude sur le nationalisme flamand au cours de la période 1933-1945.²⁰ Tout comme Luyten et Conway, De Wever intègre une recherche historico-politique dans un contexte social, ce qui débouche sur de nouvelles approches. De Wever considère le VNV, dès sa fondation, comme un mouvement fasciste. L'idéologie nationaliste du parti est entremêlée au conservatisme social et catholique qui dominait la culture flamande avant la Seconde Guerre mondiale. L'Etat belge n'était pas seulement haï parce que perçu comme anti-flamand mais aussi haï comme état libéral. C'est là que se trouveraient les germes de la collaboration avec l'occupant national-socialiste.

L'intérêt accru pour l'étude du nationalisme (en Belgique, plusieurs nationalismes coexistent) est surtout perceptible du côté flamand. L'historien louvaniste Lode Wils a fait en la matière du travail de pionnier ces dernières années. La richesse des idées (souvent encore à l'état d'hypothèses) reprises dans son dernier ouvrage de portée générale, notamment à propos de la guerre, est tout simplement impressionnante.²¹ La réunion des deux citations suivantes pourrait servir de base à un vaste programme de recherche: «Tout comme le mouvement flamand a acquis une dimension anti-belge au cours de la Première Guerre mondiale, le mouvement wallon l'a acquis au cours de la Seconde Guerre mondiale. (...) La guerre et la politique d'occupation entraînent effectivement, particulièrement dans les milieux de gauche et de la résistance, une prise de conscience nationale en Wallonie qui n'acceptait plus la Belgique que de manière conditionnelle, en l'occurrence qu'elle devienne une autre Belgique».²²

Comme le laisse apparaître l'intérêt ou le désintérêt relatif à la recherche portant sur la Seconde Guerre mondiale, en Belgique, chacune des communautés a ses champs d'intérêt propres mais les questionnements, les méthodes et les résultats sont influencés de manière croissante par l'évolution de l'historiographie moderne. L'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Belgique fait, de par sa scientificité accrue, partie intégrante de la science historique. Cette constatation est réjouissante. Elle n'en demeure pas moins dépendante d'une certaine tutelle sociale et culturelle, qu'elle soit le fruit d'un contexte national ou international ou d'un enchevêtrement des deux.

Parfois, de manière exceptionnelle, représentation(s) et histoire(s) se heurtent autour de questions délicates relatives à la guerre et des «conflits charnières» à la belge éclatent. Ce fut le cas avec l'étude des sociologues louvanistes Luc Huyse et Steven Dhondt relative à la répression en Belgique.²³ Cet ouvrage eut pas mal d'écho en Flandre même s'il apportait un

19 Pieter LAGROU, *De politieke strijd om het verzetsareool. Verdienste en erkentelijkheid in het naoorlogse België (1944-1950)*, Leuven (KUL) 1985, 224 p.

20 Bruno DE WEVER, *«Vlag, Groet en Leider». Geschiedenis van het Vlaams Nationaal Verbond. 1933-1945*, Universiteit Gent, doctoraal proefschrift, 1992.

21 Lode WILS, *Van Clovis tot Happart. De lange weg van de naties in de Lage Landen*, Leuven, Apeldoorn, (Garant) 1992, 306 p.

22 Ibidem, p. 237.

23 Luc HUYSE, Steven DHONDT (m.m.v. P. DEPUYDT, K. HOFLACK, I. VANHOREN), *Onverwerkt verleden. Collaboratie en repressie in België. 1942-1952*, Leuven (Kritak) 1991, 312 p.

démenti au plus tenace des mythes relatifs à la répression en Flandre; celui que cette répression aurait systématiquement été anti-flamande. Dans les milieux progressistes et laïcs (où la représentation de la guerre ne peut évidemment pas être assimilée à la vision dominante, de même qu'en Belgique francophone, la vision ne fut pas non plus unanime), il y eut immédiatement un véritable tollé qui se renforça encore lorsque le Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (CRISP) décida d'éditer une traduction française de l'ouvrage.²⁴ Dans l'avant-propos de la rédaction du Crisp, on peut lire qu'il n'a pas été possible pour les auteurs – notamment Huyse – de «s'abstraire de leur appartenance», en d'autres termes que les auteurs n'ont pas pu totalement se départir de la représentation dominante de la guerre en Flandre. Il y est signalé, à juste titre, que Huyse et les autres auteurs ont écrit une histoire de la répression tout en négligeant celle de la collaboration (ce que l'on retrouve dans la différence des titres en néerlandais et en français) et qu'en ce qui concerne le rôle du gouvernement de Londres et celui de la résistance vis-à-vis de la répression, il existe d'autres conceptions que celles défendues dans *La répression des collaborations*. Il est évident que ce «conflit charnière» a révélé les sensibilités distinctes des deux communautés mais il est tout aussi évident qu'un débat passionnant a été mené et qu'une traduction de l'ouvrage a pu voir le jour. Ainsi le passé n'est peut-être pas assumé mais au moins est-il sans cesse réécrit.

24 *La répression des collaborations. 1942-1952. Un passé toujours présent*, Bruxelles (CRISP) 1993.